

Nord : la justice ordonne à des migrants d'évacuer une aire de gens du voyage

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 2 heures

[Copier le lien](#)



Entrée d'un camp de migrants à Loon-Plage, dans le nord de la France, le 7 juin 2023. SAMEER AL-DOUMY / AFP

Le tribunal administratif de Lille a ordonné mardi 13 juin à des centaines de migrants installés sur une aire de grand passage à Loon-Plage (Nord) de l'évacuer pour permettre le service public d'accueil des gens du voyage. La décision, consultée par l'AFP, enjoint à l'ensemble des migrants installés sur cette aire de « *libérer les lieux et d'évacuer leurs biens sans délai* ».

« *Le maintien dans les lieux des occupants sans droit ni titre empêchera l'utilisation normale par ces usagers de l'équipement public constitué par cette aire d'accueil* », estime le tribunal administratif. Il juge également que l'absence de raccordement au réseau d'eau et de dispositif de ramassage des déchets au moment où est rendue la décision est « *de nature à porter atteinte à la salubrité et la sécurité publique* ».

«Plusieurs déplacement forcés»

La Communauté urbaine de Dunkerque (CUD), qui gère cette aire de grand passage, avait saisi le tribunal administratif en référé pour demander cette évacuation. Elle soulignait qu'un groupe de cent caravanes était attendu le 25 juin et qu'elle devait installer des dispositifs électriques et d'accès à l'eau potable ainsi que des bennes pour les déchets avant cette date.

Quatre migrants, sur au moins 300 installés sur ce terrain, contestaient cette demande d'expulsion. Leur avocat, Lionel Crusoé, avait souligné à l'audience que ces personnes exilées avaient subi «*plusieurs déplacements forcés au cours des derniers mois*» avant de s'installer sur ce terrain. «*On va prendre attache avec la préfecture pour que l'ordonnance puisse être exécutée dans les meilleurs délais*», a indiqué mercredi le directeur juridique de la CUD, Matthias Demonchy.

«*Plus de 400 personnes vont devoir bouger et bouger, on ne sait pas où, comme il n'y a pas d'autre endroit désigné et que les autres endroits autour ont été expulsés il y a deux semaines*», s'est inquiétée auprès de l'AFP une coordinatrice de Human Rights Observers, une organisation qui documente les conditions des expulsions de campements de migrants sur le littoral.

La rédaction vous conseille

- [«Immigration: les politiques face à la pression populaire»](#)
- [Immigration: concurrencé sur son terrain, le RN feint l'indifférence](#)
- [L'immigration bouleverse et renforce les droites européennes](#)

Sujets

[Nord](#)[Migrants](#)

À lire aussi

Emmanuel Maprouit appelle l'Iran «à mettre immédiatement fin au soutien» à la Russie dans la guerre en Ukraine

Le Royaume-Uni intercepte des avions russes près de l'espace aérien de l'Otan

Pour Édouard Philippe, «le plus important et le plus urgent, c'est l'école»

